

ÉCONOMIE

INVESTIR VITE POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES



Xavier Bertrand se veut pragmatique. Le président de la Région Hauts-de-France présente un plan de relance économique qui doit s'activer dès septembre « bien sûr s'il n'y a pas de reconfinement ».

STEENVOORDE Le message de Xavier Bertrand est clair : la relance économique passe par l'investissement des collectivités. La Région donnera des subventions bonus.

Depuis le 30 juin et le vote par les élus de la Région Hauts-de-France du plan de relance économique, Xavier Bertrand sillonne le territoire à la rencontre des élus et des chefs d'entreprise. Une méthode testée et éprouvée depuis le début de son mandat. L'homme aime aller sur le terrain au contact. Jeudi 9 juillet, la salle des fêtes de Steenvoorde est loin d'être pleine à craquer, comme l'était celle de Hondeghem lorsqu'il a animé une réunion publique en mai 2019. Les mesures sanitaires obligent à limiter le nombre de personnes. Ont répondu à l'invitation du maire de Steenvoorde, Jean-Pierre Bataille, des maires, des patrons et des chefs d'établissement scolaire. Xavier Bertrand veut les entendre, connaître leurs réactions face au plan mis sur pied pour éviter la catastrophe économique après la crise sanitaire et entendre leurs propositions. Le président de la Région compte aussi sur leurs propositions pour aller plus loin dans l'aide aux entreprises. « Les difficultés, on les verra à la rentrée. Il faut que tout le monde s'approprie ce plan et qu'il soit opérationnel à la fin de l'été.

Nous sommes dans une période de calme avant la tempête », dit-il, qualifiant ce plan de « bouclier et d'accélérateur ».

« La subvention de la Région sera augmentée si vous lancez les projets avant trois mois. »

Xavier Bertrand

La Région mobilise 1,3 milliard d'euros pour accompagner les entreprises, soit le montant de 18 mois d'investissements. « Pas en augmentant les impôts », précise Xavier Bertrand. L'objectif est de limiter les faillites et le nombre de demandeurs d'emploi. Un demi-milliard sera dirigé sur les projets de collectivités locales. « Mais il faudra aller très vite », adresse-t-il aux élus. « La subvention de la Région sera augmentée si vous lancez les projets avant trois mois », enchaine-t-il. L'objectif est de donner du boulot aux entreprises locales pour amortir le choc. La Région augmente aussi sa part de subvention si ces investissements portent sur le patrimoine, la rénovation du

bâti et la rénovation énergétique. « C'est de l'écologie et de l'économie puisque ça donne du boulot ! » Un site internet, un numéro unique et un guichet unique par département ouvriront à la fin de l'été en partenariat avec les réseaux consulaires, professionnels et des collectivités.

Toujours dans l'optique de donner du travail aux entreprises du territoire, Xavier Bertrand engage les élus à faire des petits lots dans leurs marchés publics. « Il faut que ça file du boulot ici tout en respectant le code des marchés publics. » Les mesures imaginées sont nombreuses et se veulent pragma-

tiques. Jeunes et indépendants figurent aussi parmi les préoccupations de la Région. « On sera ravi d'accélérer nos investissements, de faire en deux ans ce que nous avions prévu en six ans si les dotations fiscales sont là et que l'administration ne nous freine pas », répond Jean-Pierre Bataille. ■ AUDREY ROHRBACH-MINETTE

CE QU'EN PENSENT LES CHEFS D'ENTREPRISE

Chaque entreprise traverse la crise différemment mais les chefs d'entreprise que nous avons interrogés sont unanimes : la Région et Xavier Bertrand répondent à leurs attentes. Caroline Poissonnier, directrice générale de Baudelot environnement à Blaringhem, apprécie son attitude volontaire. « Il a toujours été à nos côtés. Aller plus vite sur les chantiers publics, c'est bon pour les entreprises et l'emploi. » Spécialisée dans le traitement des déchets, son entreprise a subi une perte de 50 % de chiffres d'affaires en avril. « Au pic de la crise, nous avons dû mettre 300 de nos 460 salariés en chômage partiel », indique-t-elle. La solide base financière et les valeurs de Baudelot ont été un atout pour faire face. « Cette crise conjoncturelle nous a confortés dans notre vision à long terme », poursuit Caroline Poissonnier, qui a observé une grande solidarité avec les fournisseurs et les clients. Pas question de remettre en cause les gros projets, c'est le calendrier qui évoluera. Même ton chez Dubrulle Faignot TP à Sainte-Marie-Cappel. « Xavier Bertrand est compétent et bien entouré, donc il a compris nos besoins », indique Thibault Dubrulle. Lui ne se plaint pas, son entreprise possède une

visibilité sur plusieurs années. « On lisse, mais je ne peux pas me permettre de refermer la boutique », dit-il. Il a déjà acheté 20 000 masques pour équiper ses salariés jusqu'à la fin de l'année. Pour d'autres, ce sera plus difficile. « Il n'y a plus que les collectivités qui aujourd'hui peuvent quelque chose pour les entreprises de travaux publics. Il faut lancer les marchés, vite. » La problématique est différente pour Delecroix. Cette entreprise de Blaringhem spécialisée dans la construction de machines agricoles a déménagé à Bailleul la veille du confinement. Après 15 jours d'arrêt, l'activité est repartie de plus belle, les maraîchers commandant des machines pour assurer leurs récoltes car la main-d'œuvre manque. Christophe Lamblin, directeur associé, salue l'aide de la Région et de la CCFI mais pointe la solitude des entrepreneurs face au risque. « Nous n'avons pas été aidés sur la conduite sanitaire à tenir en entreprise. S'il y a une deuxième vague demain, la question du plan opérationnel se pose toujours. On expose nos salariés ou pas ? Nous, on veut des salariés en bonne santé et on veut livrer nos commandes ! L'État est arrivé trop tard sur le sujet. »